

[Text]

they moved in the United States last fall, and we may see something similar taking place this summer when all the companies come together and finish up the contracts, sell the gas and get the financing negotiated finally. There is just prodigious work going on all the time with respect to financing, pre-production planning, seeing the program finally and completely defined by the end of this year, and starting construction in 1980, as we hope.

I had not meant to be so general about this, but those are the main elements. I am going back to what people will say now. I believe that with anything of this size there will be skeptics, worriers and, sometimes, the complainers, naturally. It can be almost fashionable to suggest that something will not be maintained, whether it is Canada or a project, and it is a sort of source of amusement guessing that something is going to go wrong. Whose rule is it? Murphy's law.

Senator van Roggen: Yes: "If anything can go wrong, it will."

Mr. Blair: Yes, we know that. I also believe that there is an element of negotiation, such as when a United States senior legislator speaks to a Canadian counterpart he is probably not unlikely to remind him that: "Well, we've always got the Mexicans if you guys don't play ball!" So I could not explain the background for each comment. I believe basically, though, this being United States-owned gas, owned by their companies in their jurisdiction and the dollars that are paid for it being completely different to them than the dollars paid for any imported gas, that we have probably got the second best gas. I think Canadian Gas is second best to them, after Alaskan. It is their own, they can use it and they want it. I believe that this probably will go ahead, but we have to be careful and not over-enthusiastic. We are here to perform a service, assuming that it should go ahead. We believe, taking everything into account, that it will go ahead.

Mr. Pierce: We believe, senator, that this will be a \$2 billion credit to their present foreign exchange problem.

Senator van Roggen: Which they badly need.

Mr. Pierce: Well, they had \$46 billion worth of foreign fuel bills last year, resulting in a \$26 billion trade deficit. They have got to do it, and that is what the President is trying to do with his oil tax.

Senator van Roggen: Mr. Chairman, only one part of my question was not answered by Mr. Blair, and maybe I should direct it to Mr. Pierce. It is as to whether the financing can be forthcoming for this pipeline without an all-events tariff or a government guarantee.

Mr. Pierce: Yes; the Treasury Department in the United States says it can. Our financial advisers and our partners'

[Traduction]

par surprise avec la façon dont ils ont agi l'automne dernier aux États-Unis et il se peut que la même chose se produise cet été, que toutes les entreprises collaborent et mettent la dernière main aux contrats, vendent le gaz et mettent fin aux négociations concernant le financement. Il est surprenant de voir jusqu'à quel point on fournit des efforts soutenus pour compléter le financement du projet et la planification précédant l'étape de la production, pour définir le projet dans ses moindres détails avant la fin de l'année et, nous l'espérons, pour entreprendre les travaux de construction en 1980.

Je ne voulais pas fournir des explications si générales mais ce sont là les principaux éléments dont il faut tenir compte. J'en reviens maintenant à la réaction de la population. Je sais que face à un projet de cette envergure, certains seront sceptiques, s'inquiéteront parfois et exprimeront même des plaintes. Il est presque à la mode de dire que les choses tourneront mal du côté du gouvernement ou du projet et d'une certaine façon, on s'amuse à prévoir que des difficultés surgiront. Que peut-on y faire? Est-ce le principe de Murphy?

Le sénateur van Roggen: Oui; «si les choses doivent tourner mal, elles tourneront mal».

M. Blair: Oui, nous le savons. Je crois également qu'il faut tenir compte des négociations et qu'il se peut que lorsqu'un législateur américain en vue s'entretiendra avec ses homologues canadiens, il leur rappellera que son pays peut toujours se tourner vers le Mexique si les Canadiens ne jouent pas franc jeu. Je ne puis donc pas expliquer l'origine de tous les commentaires. Toutefois, il s'agit de gaz appartenant aux Américains et à des entreprises qui sont sous leur juridiction et il est probable que les dollars consacrés à l'achat de ce gaz ont pour eux plus d'importance que ceux qu'ils versent pour acheter du gaz de l'étranger. Après le leur, le nôtre est probablement le meilleur. Je crois que le gaz canadien constitue le deuxième choix après celui de l'Alaska. Il leur appartient et ils en ont besoin. Il est probable que le projet fonctionnera mais nous devons être prudents et ne pas être trop enthousiastes. Nous sommes ici pour faire notre travail et nous devons supposer que le projet sera mené à bien. Tout compte fait, nous croyons que cela doit se poursuivre.

M. Pierce: Nous croyons, monsieur le sénateur, que cela constituera un apport de \$2 milliards pour régler leur problème actuel de devises étrangères.

Le sénateur van Roggen: Apport dont ils ont grandement besoin.

M. Pierce: L'an dernier ils devaient acquitter des factures de combustible étranger d'une valeur de \$46 milliards, ce qui porte leur déficit commercial à \$26 milliards. Il leur faut trouver cet argent et c'est ce que le Président tente de faire en imposant cette taxe sur le pétrole.

Le sénateur van Roggen: Monsieur le président, M. Blair n'a répondu qu'à une certaine partie de ma question, aussi devrais-je peut-être m'adresser à M. Pierce. Le mode de financement de ce pipe-line peut-il être assuré sans l'imposition d'un tarif sécuritaire ou d'une garantie gouvernementale?

M. Pierce: Oui, le département du Trésor des États-Unis affirme que c'est possible. Nos conseillers financiers et ceux de